Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 713

Artikel: Économies d'énergie : pas seulement le pétrole, mais aussi l'électricité
Autor: Lehmann, Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1016754

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LE POINT DE VUE DE GIL STAUFFER (suite)

Escalade

condamnent définitivement tout projet qui en prendrait le chemin.

C'est urgent. Parce que des armées de «sponsors» ne rêvent déjà plus que de compétitions qui leur permettraient, télévision aidant, de fourguer leurs produits (dont les prix sont généralement ignominieusement surfaits) à des masses ébahies. Ils trouveraient d'ailleurs sans peine les jeunes débiles prêts, pour trois sucres et une gourde de renommée, à gesticuler sous leurs couleurs.

Il ne s'agit pas de préserver la montagne. Pas même un quelconque idéal. Mais de s'opposer à des requins puants traînant dans le sillage des «maquereaux des cimes blanches», comme dit Chappaz.

Quant aux petits cons, partisans des compétitions d'escalade, je leur souhaite chrétiennement de s'étrangler dans leurs cordes. **G. S.**

COURRIER

Pas d'évêque à Genève

Etrange, le texte que vous publiez dans votre numéro 710 sous le titre «Le temps des passions». A le lire, on a l'impression que son rédacteur ne connaît bien ni Genève, ni la Suisse, ni le problème dont il parle. On attendait mieux d'un organe qui se veut volontiers redresseur de torts et se montre souvent sévère.

Ainsi, votre journal pense que l'opinion des protestants en la matière relève ou du préjugé, ou de la mauvaise foi, et serait le produit de «la frange la plus réactionnaire de l'Eglise protestante». Cette dernière expression, d'ailleurs, la suppose presque tout entière de ce bord-là, par contraste peut-être avec le catholicisme, si progressiste comme on sait! Voir, à ce propos, le vote récent, en Valais, qui a balayé la loi scolaire qui aurait enfin fait droit, dans une certaine mesure en tout cas, en matière de liberté religieuse à l'école, à la minorité protestante...

Quant à la position officielle de l'Eglise nationale protestante de Genève, vous la jugez simplement «ahurissante». Pourquoi? L'avez-vous lue attentivement?

Vous dites que la discussion du problème «concerne la seule structure de l'Eglise catholique». Vous savez pourtant que la Constitution fédérale, dans son article 50, met comme condition à l'érection de tout nouvel évêché l'approbation de la Confédération. De plus, Mgr Mamie a demandé à l'Eglise protestante de Genève son avis. Etait-ce pure forme? ou voulait-on une réponse sérieuse? Après tout, dans ce difficile problème des ministères, qui sépare si profondément Eglise romaine et Eglises réformées, les catholiques, s'ils sont vraiment œcuméniques, devraient être reconnaissants au Consistoire de l'Eglise protestante, par sa déclaration claire, de les inviter à réfléchir à l'obstacle n° 1 à l'unité de l'Eglise, c'est-à-dire à l'ambiguïté de leur gouvernement spirituel inextricablement lié à l'Etat du Vatican. Et ce qu'on pourrait attendre d'un organe comme le vôtre, dit de gauche, c'est que dans un tel sujet il défende la démocratie en se souvenant que la gauche, dans la seconde moitié du XIXe siècle, jugeait avec raison inacceptable la présence d'un nonce apostolique à Berne. Elle ne voulait pas ouvrir la porte aux intrigues vaticanes. Elle ne voulait pas non plus favoriser une Eglise particulière. Elle voyait juste. Et on a eu tort, dans les années vingt, de laisser faire Motta. Mais si on ne peut pas changer le passé, il serait bénéfique de voir le fond du problème qui nous occupe où il est, et non de le régler en quelques phrases où l'indigence de l'information le dispute à la malveillance. Quant à l'Eglise «sûre d'elle-même» que vous évoquez en fin d'article, le protestant que je suis ne peut la reconnaître que dans l'Eglise catholique romaine, qui ne l'a que trop été tout au long de son histoire. Une Eglise réformée véritable ne peut être sûre que de la Parole de Dieu. **G. Mützenberg**

Réd. CQFD.

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Pas seulement le pétrole, mais aussi l'électricité

Le 21 novembre 1983, à l'occasion du 25e anniversaire de l'ASPEA (Association suisse pour l'énergie atomique), M. Edouard Kiener, chef de l'Office fédéral de l'énergie, a affirmé qu'il ne fallait pas mettre les économies d'énergie en concurrence avec la production d'énergie. Qu'est-ce à dire?

Notre société est, pour l'instant encore tout au moins, victime du mythe de l'expansion économique: il faut produire le plus possible de n'importe quoi, pourvu que cela se vende. Si la demande du n'importe quoi est en hausse, il faut produire davantage. Si la demande menace ensuite de diminuer, on est contraint de la stimuler pour utiliser à fond la capacité de production qui a été mise en place. Lorsqu'on n'arrive pas à redresser cette demande du n'importe quoi, ça chagrine les économistes, car des investissements sont mal rentabilisés, sans parler du fait que des places de travail sont supprimées et des braves travailleurs, si possible étrangers, renvoyés chez eux. De suggérer dans un tel contexte qu'il faut restreindre la consommation de quoi que ce soit est blasphématoire.

CONTRADICTION MAJEURE

Dans le domaine de l'énergie, on est un peu embêté. En effet, pour des raisons extérieures à l'aberrant système économique dans lequel nous avons réussi à nous embourber, il est devenu nécessaire de tenir un discours favorable aux économies d'énergie. Mais ce discours est en parfaite contradiction avec le discours économique dominant, qui pousse à la construction de plus en plus de centrales de production en vertu de l'acte de foi que la consommation du n'importe quoi «électricité» doit, elle aussi, toujours augmenter.

Il résulte de cette contradiction que M. Kiener est obligé de se livrer à un numéro de trapèze pour

essayer de faire croire que la construction de nouvelles centrales nucléaires est justifiée. Comme il ne peut pas franchement encourager le gaspillage de l'électricité, il est acculé à dire que l'on doit augmenter la production, même si la demande pour cette production supplémentaire n'existe pas pour l'instant. La stimulation de la demande d'électricité n'est pas son affaire. Les compagnies d'électricité s'en chargent (chauffages électriques et autres gaspillages). Elles ont réussi jusqu'à aujourd'hui à maintenir la consommation d'électricité à la hausse, alors même que la consommation totale d'énergie finale en Suisse est à la baisse.

Cet effort de promotion de vente de la marchandise électricité est présenté au bon peuple comme une politique responsable de substitution du pétrole. De fait, la diminution de la consommation de pétrole en Suisse provient d'une diminution des besoins de chaleur (isolation, réduction de la température des locaux, amélioration des rendements) qui n'a strictement rien à voir avec la substitution de l'électricité au pétrole.

En réalité, il y a deux politiques énergétiques dans notre pays. L'une, pour le pétrole, où l'économie est à l'honneur, et l'autre, pour l'électricité. Et, pour cette dernière, il serait plus juste de parler de promotion de vente. De fait, sans une telle promotion, les investissements faits dans le nucléaire conduisent à une récession économique. C'est ce que montre l'exemple français. Une analyse des difficultés actuelles de l'industrie de ce pays et de son programme nucléaire a fait dire récemment à Yves Lenoir que la France devait choisir entre le nucléaire et le progrès. Elle ne peut s'offrir l'un et l'autre.

L'ARDOISE NUCLÉAIRE

Le nucléaire engloutit des sommes énormes, non seulement pour la construction de centrales, mais encore pour la propagande effrénée qu'EDF (Electricité de France) doit faire pour convaincre des industriels récalcitrants (ils savent calculer) de lui acheter davantage de courant. Le résultat est connu: EDF est à tel point endettée, qu'elle ne peut pas couvrir le service de sa dette avec les recettes que lui procure la vente de l'électricité. Mais elle ne peut pas non plus augmenter ses tarifs, car cela compromettrait les ventes. On est en plein cercle vicieux et bien entendu que l'Etat (le contribuable) est là pour éponger l'ardoise de cette invraisemblable aventure énergétique.

Toutes ces sommes immobilisées à cause du programme nucléaire ne sont pas disponibles pour d'autres industries plus compétitives et la France perd des marchés extérieurs, sans parler du fait qu'elle se voit envahie par des produits étrangers (vidéo, régulation et autres électroniques), auxquelles elle est incapable d'opposer autre chose que des barrières douanières.

RÉPÉTER EN SUISSE LES ERREURS FRANÇAISES

Ce que propose M. Kiener n'est finalement rien d'autre que de répéter les erreurs françaises en Suisse. Notre pays exporte déjà beaucoup d'électricité et se trouve, pour l'instant, dans la situation favorable de pouvoir exporter aux heures de pointe à des prix avantageux. Cela est dû aux centrales hydro-électriques alimentées par nos lacs de montagne qui peuvent débiter à la demande. A mesure que l'excédent de courant nucléaire (non régulable) augmente en France, forçant ce pays à organiser le gaspillage nocturne de son électricité, il faut s'attendre à une diminution de la demande de pointe. Produire davantage de courant nucléaire en Suisse ne fera qu'amplifier le problème et rapprochera le moment où il faudra commencer à passer des centrales nucléaires par pertes et profits avant qu'elles n'aient pu être amorties. Une démarche un peu semblable a d'ailleurs déjà eu lieu aux Etats-Unis où des centrales nucléaires ont été abandonnées en cours de construction.

Comme on le voit, le nucléaire est un fardeau très lourd qui finit par noyer le pays qui le porte à son cou. Le processus de désengagment a déjà commencé en Amérique du Nord, malgré les efforts désespérés de Reagan pour relancer cette mauvaise méthode de production. Les Allemands (de l'Ouest) ont considérablement diminué leur programme de construction de centrales et même les Français se voient contraints de réduire le leur, même si ça fait mal au cocorico.

Il est temps de repenser la politique énergétique de notre pays en étendant la notion d'économie d'énergie également à l'électricité. De fait, l'électricité est l'agent énergétique qu'il y aurait lieu d'économiser en priorité, car c'est celui qui coûte le plus cher à produire et qui a la plus haute qualité. Il faut que les compagnies d'électricité renoncent au discours, à la limite puéril, qui consiste à dire «Maman, ils ont encore consommé plus d'électricité que l'année passée» et prennent elles-mêmes les mesures qui permettront de stabiliser, puis diminuer la consommation d'électricité en Suisse. Cela peut parfaitement se faire sans aucune diminution du confort et si les compagnies d'électricité manquent d'idées pour entreprendre une telle démarche, nous sommes à disposition pour leur en donner.

La dernière chose dont la Suisse ait besoin, c'est de centrales nucléaires supplémentaires. Elle a en revanche un urgent besoin d'une politique énergétique rationnelle. L'acceptation des initiatives populaires pour un futur sans nouvelles centrales nucléaires et pour un avenir énergétique sûr, économique et respectueux de l'environnement permettra de mettre une telle politique sur les rails.

P. L.

PS. Contraste saisissant entre les moyens à disposition: dans la perspective des votations énergétiques, les promoteurs du nucléaire forcent encore l'allure et en viennent (déjà!) à des campagnes de «sensibilisation» de grande envergure par voie d'affiche; de l'autre côté, on s'applique à former des responsables pour une campagne «aux pieds nus» — prochain rendez-vous en Valais, à Sion plus précisément, pendant la journée du samedi 21 janvier, en un lieu au nom prédestiné, l'Hôtel du Soleil (de plus amples informations auprès de M. René von Roten, 1926 Fully).